

## Délibération 17/2020

### Comité Syndical Lozère Numérique

Le 25/11/2020 à 15 h 00 s'est tenue, à l'Espace Événements Georges FRECHE à Mende, la réunion du Comité Syndical Lozère Numérique, régulièrement convoqué par lettre du 18/11/2020.

Membres en exercice : 152

Participant(e)s à la réunion : 72 Reçu à la Préfecture de la Lozère

Absent(e)s : 80

Pouvoirs : 5

Le **14 DEC. 2020**

Étaient présents :

Bureau du courrier

1. Monsieur Thomas DOUAI représentant suppléant de la commune d'Albaret le Comtal,
2. Monsieur Jérôme BOUCHET représentant titulaire de la commune d'Allenc,
3. Monsieur Gilbert COMMANDRE représentant titulaire de la commune d'Altier,
4. Monsieur Gilbert FONTUGNE représentant titulaire de la commune d'Antrenas,
5. Monsieur Philippe MARTIN représentant titulaire de la commune de Balsiège
6. Monsieur David RODRIGUES représentant titulaire de la commune de Banassac -Canilhac
7. Monsieur David SOULIE représentant suppléant de la commune de Barjac,
8. Monsieur Jérôme GALTIER représentant suppléant de la commune Bassurels,
9. Madame Roselyne PRADEILLES représentante suppléante de la commune de Bèdouès-Cocurés,
10. Monsieur Gérald MENRAS représentant titulaire de la commune de Bourg sur Colagne,
11. Monsieur Christian HARDOUIN représentant titulaire de la commune de Cans et Cévennes,
12. Madame Véronique BOYER représentante suppléante de la commune de Cassagnas,
13. Monsieur Noël LAFOURCADE représentant titulaire de la commune de Chanac,
14. Monsieur Sébastien ROL représentant titulaire de la commune du Chastel Nouvel,
15. Monsieur Bruno FABRE représentant titulaire de la commune de Chateauneuf de Randon,
16. Monsieur Nicolas NOUET représentant suppléant de la commune de Chaudeyrac,
17. Madame Valérie RIBIERE représentante suppléante de la commune de Cubières,
18. Monsieur Jérôme PALMIER représentant suppléant de la commune d'Esclanèdes,
19. Madame Béatrice BONAL représentante suppléante de la commune de Fournels,
20. Monsieur François GREGOIRE représentant suppléant de la commune de Fraissinet de Fourques,
21. Monsieur Jean Max ANDRE représentant titulaire de la commune de Gabriac,
22. Monsieur Michel COMMANDRE représentant suppléant de la commune de Gatuzières,
23. Monsieur Pierre Émile SYLVAIN représentant titulaire de la commune de Grandrieu,
24. Monsieur André CROS représentant titulaire de la commune de La Bastide Puy Laurent,
25. Monsieur Claude MALZAC représentant titulaire de la commune de La Canourgue,
26. Madame Régine DOUSSIÈRE maire de la commune de La Malène,
27. Monsieur Alain RAYNALDY représentant titulaire de la commune de Lachamp-Ribennes,
28. Monsieur Alain SOULIER représentant titulaire de la commune de Lajo,
29. Monsieur Jean-François COLLANGE représentant titulaire de la commune de Langogne,
30. Monsieur Marc PASCAL représentant titulaire de la commune de Laubert,
31. Monsieur Yannick DELMAS représentant titulaire de la commune du Buisson,
32. Monsieur Christian ROUX représentant titulaire de la commune du Collet de Dèze,
33. Madame Colette ROUQUET représentante titulaire de la commune du Malzieu-Forain,
34. Monsieur Henri MUNIER représentant titulaire de la commune du Malzieu-Ville,
35. Madame Hilde VANHOVE représentante titulaire de la commune du Pompidou,
36. Madame Sophie VISSAC représentante titulaire de la commune des Laubies,
37. Monsieur Cédric PAGES représentant titulaire de la commune des Monts Verts,
38. Monsieur Michel DUPUY représentant titulaire de la commune des Salelles,
39. Monsieur Lucien MAZOYER représentant titulaire de la commune du Luc,
40. Monsieur Christian ALBARIC représentant titulaire de la commune Meyrueis,
41. Monsieur Michel THIBON représentant titulaire de la commune de Moissac Vallée Française,

42. Madame Laura DIET représentante titulaire de la commune de Mont Lozère et Goulet,
43. Monsieur Ludovic MOULIN représentant titulaire de la commune MO NRODAT,
44. Monsieur Jean-Pierre REY représentant titulaire de la commune de Nasbinals,
45. Monsieur Jean-Louis BRUN représentant titulaire de la commune de Naussac-Fontanes,
46. Madame Jacqueline BAGOUET représentante titulaire de la commune de Peyre en Aubrac,
47. Monsieur Bruno CHENEVISSE représentant titulaire de la commune du Pied de Borne
48. Monsieur René CAUSSE représentant titulaire de la commune de Pourcharesses,
49. Monsieur Olivier BRUN représentant titulaire de la commune de Prévencières,
50. Monsieur Jonathan FLOURET représentant titulaire de la commune de Rocles,
51. Monsieur Désiré ROPERS représentant titulaire de la commune de Saint Bazile,
52. Madame Claude BONNARDEL représentante titulaire de la commune de Saint Bonnet de Chirac,
53. Monsieur Jean-Claude HERTZOG représentant suppléant de la commune Saint Chèly d'Archer,
54. Madame Angèle TREBUCHON représentante titulaire de la commune de Saint Denis en Margeride,
55. Monsieur Bruno CHAINAY représentant suppléant de la commune de Saint Étienne du Valdonnez,
56. Monsieur Jean-Luc GOAREGUER représentant titulaire de la commune de Saint Gal,
57. Monsieur Christian VIGIER représentant titulaire de la commune de Saint Germain du Teil,
58. Monsieur Cyrille COULAGNE représentant titulaire de la commune de Saint Laurent de Muret,
59. Monsieur Jean-Paul ITIER représentant titulaire de la commune de Saint Léger de Peyre,
60. Monsieur Ludovic JAFFUEL représentant titulaire de la commune de Saint Léger du Malzieu,
61. Madame Denise SORIANO représentante titulaire de la commune de Saint Martin de Lansuscle,
62. Monsieur Pierre BONNET représentant titulaire de la commune de Saint Michel de Dèze,
63. Madame Nicole FIRMIN représentante titulaire de la commune de Saint Pierre de Nogaret,
64. Madame Lætitia FARGES représentante titulaire de la commune de Saint Pierre le Vieux,
65. Monsieur Jean-Michel VISSAC représentant titulaire de la commune de Saint Privat du Fau,
66. Monsieur Alain ARGILIER représentant titulaire de la commune de Vébron,
67. Monsieur Martin WATERKEIN représentant titulaire de la commune de Ventalon en Cévennes
68. Monsieur Michel REYDON représentant titulaire de la commune de VIALAS,
69. Madame Sophie PANTEL représentante titulaire du Département de la Lozère,
70. Monsieur Laurent SUAU représentant suppléant du Département de la Lozère,
71. Monsieur Rémy ANDRE représentant suppléant du Département de la Lozère,
72. Madame Michèle MANOA représentante suppléante du Département de la Lozère,

Pouvoirs :

1. Monsieur René CONFORT représentant titulaire de la commune de Saint Saturnin ayant donné pouvoir à Monsieur Claude MALZAC représentant titulaire de la commune de La Canourgue,
2. Monsieur Paul CHARLEMAGNE représentant titulaire de la commune de Termes ayant donné pouvoir à Madame Sophie PANTEL, Présidente de Syndicat Mixte Lozère Numérique,
3. Madame Viviane MAS représentante titulaire de la commune de Saint Jean la Fouillouse ayant donné pouvoir à Madame Sophie PANTEL, Présidente de Syndicat Mixte Lozère Numérique,
4. Monsieur Sylvain RODIER représentant de la commune de Saint Alban sur Limagnole ayant donné pouvoir à Monsieur Alain SOULIER représentant titulaire de la commune de Lajo,
5. Monsieur Yves RODIER, maire de la communes des Hermeaux ayant donné pouvoir à Madame Nicole FIRMIN représentante titulaire de la commune de Saint Pierre de Nogaret,

## **OBJET : Élection de la Commission Consultative de Service Public Local**

Vu le Code général des collectivités territoriale ;

Vu les statuts du syndicat mixte Lozère Numérique approuvé en CDCI le 8 décembre 2017 ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil départemental de la Lozère en date du 21 juillet 2017 approuvant le principe de la création d'un syndicat mixte numérique qui portera le réseau d'initiative publique à très haut débit, et ses statuts ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF - BICCL- 2017 – 348 – 0004 du 14 décembre 2017 portant création du Syndicat Mixte Lozère Numérique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PAP- PREF-BICCL-2019-108-0001 du 18-04-2019 portant modification des statuts du Syndicat Mixte Lozère Numérique et abrogeant l'arrêté préfectoral n° PREF - BICCL- 2017 – 348 – 0004 du 14 décembre 2017 portant création du Syndicat Mixte Lozère Numérique ;

Vu article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales ;

Madame Sophie PANTEL, Présidente du Syndicat Mixte Lozère Numérique, indique qu'à la suite des élections municipales du 15 mars 2020 et du 28 juin 2020 et donc du renouvellement des représentants des communes au Syndicat Mixte Lozère Numérique, il convient de procéder à l'élection d'une nouvelle Commission Consultative de Service Public Local (CCSPL).

Lorsqu'un service public est confié à un tiers par convention de délégation de service public ou en cas d'exploitation d'un service public en régie dotée de l'autonomie financière, la création d'une commission consultative des services publics locaux est obligatoire pour :

- les régions
- les départements
- les communes de plus de 10 000 habitants
- les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants
- les syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants.

Elle est facultative pour les établissements publics de coopération intercommunale dont la population est comprise entre 20 000 et 50 000 habitants.

Elle est composée des membres suivants:

- président : le président de l'organe délibérant, ou son représentant
- membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés selon le principe de la représentation proportionnelle
- représentants d'association locales, nommés par l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant
- en fonction de l'ordre du jour, sur proposition du président, avec voix consultative, toute personne dont l'audition paraît utile à la commission

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :

- Le rapport, mentionné à l'article L 1411-3, établi par le délégataire de service public ;
- Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- Le rapport mentionné à l'article L 1414-14 établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat.

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant sur :

- tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L 1411-4 ;
- tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
- tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L 1414-2.

Le Président présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Dans les conditions qu'ils fixent, l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant peuvent charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités.

Après en avoir délibéré, le Comité syndical :

1°) prend acte du fonctionnement de cette commission conformément aux modalités suivantes :

– a : Composition

\* La commission consultative des services publics est mise en place par le comité syndical après chaque renouvellement du président du comité syndical.

\* Elle est présidée par le Président du Syndicat Mixte ou son représentant ;

Elle comprend :

- **3** membres du syndicat désignés à la représentation proportionnelle et leurs suppléants respectifs ainsi que le Président ou son représentant;
- **2** représentants d'associations locales nommés par le comité syndical ;

\* En cas de démission ou de décès d'un membre de la commission consultative des services publics, il est procédé dans les plus brefs délais à son remplacement. Le nouveau membre exerce son mandat pour la durée qui reste à courir jusqu'au renouvellement du Président du Syndicat;

\* Les membres de la commission consultative des services publics ne peuvent, soit prendre ou conserver un intérêt dans les entreprises chargées de la gestion d'un service public local, soit occuper une fonction ou assurer une prestation pour ces entreprises.

– b : Fonctionnement et compétences

\* Toute convocation est faite par le Président. Elle est adressée par écrit 5 jours avant la date de la réunion. La convocation indique les questions portées à l'ordre du jour ;

\* La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux ;

\* La commission consultative des services publics ne délibère valablement que lorsque la majorité des membres en exercice est présente.

\* Si, après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée à 5 jours d'intervalle. Elle délibère alors valablement sans condition de quorum ;

\* Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante ;

\* La commission consultative des services publics, sur proposition du Président, peut inviter toute personne dont l'audition lui paraît utile à participer (avec voix consultative).

– c : compétences

\* La commission consultative des services publics examine le bilan d'activité des services exploités, donne un avis avant tout projet de délégation de service public ;

\* La commission consultative des services publics examine les rapports mentionnés à l'article L 1411.3 du CGCT et afférents aux services publics délégués sur rapport de son Président, chaque année au cours du dernier trimestre de l'année.

\* Les travaux de la commission donnent lieu chaque année à l'élaboration d'un rapport qui est transmis aux membres de la commission ainsi qu'aux membres du Syndicat mixte.

2°) décide, conformément à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T), issu de la loi relative à la démocratie de proximité de constituer une commission consultative des services publics locaux et désigne pour siéger au sein de cette commission :

Collège des élus :

<b>Titulaires</b>	<b>Suppléants</b>
Philippe MARTIN	Francis BERGOGNE
Bernard PALPACUER	Robert AIGOIN
Gilbert FONTUGNE	Sandrine LAGLOIRE

Collège des associations :

UDAF Lozère : Monsieur Michel CAPONI
Fédération des Foyers Ruraux de la Lozère : Monsieur Jean-Pierre ALLIER

Reçu à la Préfecture de la Lozère

Le 14 DEC. 2020

Bureau du courrier

La Présidente du Syndicat Mixte,  
Sophie PANTEL



